

<http://divergences.be/spip.php?article37>



Une nouvelle OTAN pour un nouvel ordre mondial ?

- Archives - Archives Générales 2006 - 2022 - 2006 - N° 1 (Avril/April 2006) - 1- International / Pages internationales -

Date de mise en ligne : jeudi 30 mars 2006

Copyright © Divergences Revue libertaire en ligne - Tous droits réservés

Avertissement : L'article qui suit ne reflète pas l'opinion de l'équipe de Divergences. Mais il nous a semblé bon de publier ce texte en tant qu'il dévoile ce qui est à l'oeuvre bien loin de chacun d'entre nous, c'est à dire la militarisation de la planète.

Sommaire

- [Une attaque frontale contre les Nations-Unies et l'Union européenne.](#)
- [Le calendrier](#)

<http://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L296xH203/c2-6f55c.jpg>

En 2002, les pays membres de l'OTAN ont décidé que l'Alliance pouvait intervenir non seulement sur son territoire, mais également partout dans le monde. Notre sécurité dépendant de la situation à l'échelle mondiale, l'OTAN devait donc être à même d'intervenir à l'échelle mondiale. A peine quatre ans plus tard, les Etats-Unis veulent faire franchir un pas supplémentaire à l'OTAN en définissant les lignes directrices d'un nouveau débat sur le fonctionnement de l'OTAN.

– **Primo** : Si notre sécurité dépend de la situation à l'échelle mondiale, pourquoi limiter ses partenaires ou les membres de l'OTAN à la zone européenne ? Pourquoi ne pas demander au Japon ou à l'Australie d'adhérer à l'OTAN ?

– **Secundo** : Jusqu'à présent, chaque pays supporte le coût des troupes qu'il met à disposition d'une opération de l'OTAN. Seule une partie minimale est financée en commun. Ne devrait-on pas plutôt financer en commun l'ensemble des opérations militaires, qu'un pays fournisse des troupes ou pas ?

– **Tertio** : Actuellement, les décisions sont prises par consensus et chaque pays membre peut à lui seul bloquer une décision de l'OTAN. Ne serait-il pas plus simple d'appliquer le principe d' "abstention constructive" et de travailler dans la pratique avec une prise de décision à la majorité ?

– **Quarto** : Avec le terrorisme comme nouvel ennemi, l'OTAN modifie son champ d'activités. L'OTAN ne devrait-elle pas se voir attribuer une place dans les politiques nationales de lutte contre le terrorisme ?

Une attaque frontale contre les Nations-Unies et l'Union européenne.

Si l'on rassemble ces différentes propositions, on obtient une attaque frontale contre les Nations-Unies et l'Union européenne. L'OTAN veut se transformer d'une alliance militaire européen-américaine en une organisation de sécurité collective globale. Une sorte de "Nations-Unies des volontaires" qui marginaliserait les véritables Nations-Unies.

Quelles seraient les conséquences de cette transformation pour les pays qui ne feraient pas partie de cette alliance militaire volontaire et seraient donc définis comme un problème de sécurité potentiel ? Pour eux, ces

développements représentent une menace, face à laquelle ils tenteront de fournir une réponse militaire. Avec pour conséquence une nouvelle course aux armements et une militarisation des relations internationales.

On peut également se demander à qui profitera un financement commun, qui semble principalement destiné à transférer vers l'Europe une partie de la facture américaine en matière de défense, qui atteint des sommes astronomiques avec les opérations en cours en Irak et en Afghanistan. Intégrer de telles opérations et les occupations de longue durée qui s'en suivent dans le cadre des "opérations de paix" de l'OTAN et les faire financer en commun donnerait de l'air au budget américain. Ceux qui n'auront pas envie de répondre positivement aux demandes américaines visant à accorder plus de fonds à la défense recevront alors la facture par le biais du financement commun de l'OTAN. Combinée à la proposition de modifier le système de prise de décision, ce financement commun pourrait signifier qu'un pays devrait participer financièrement à une opération militaire de longue durée avec laquelle il n'est pas d'accord. Le temps n'est peut-être plus si loin où la Belgique devra payer pour une guerre qu'elle rejette, quelque part dans le Pacifique par exemple.

A l'heure actuelle, la lutte anti-terroriste est principalement une tâche de l'Union européenne. Si l'on donne à l'OTAN une place dans la politique intérieure de lutte contre le terrorisme, les Etats-Unis deviendront un acteur important dans la politique européenne de justice. Les Etats-Unis considèrent le terrorisme comme un problème militaire. Jusqu'à présent, les pays européens l'abordent plutôt comme un problème judiciaire et policier. Développer une ligne commune à ce sujet impliquerait l'intégration d'une vision plus militaire, qui pose de nombreux problèmes en matière de contrôle démocratique.

Le calendrier

Le calendrier du débat sur la transformation de l'OTAN est entre-temps connu.

Les premières conclusions seront tirées lors du sommet des chefs de gouvernement, à Riga en novembre 2006, et la discussion sera clôturée lors d'un prochain sommet des chefs de gouvernement, au printemps 2008. Juste avant la fin du mandat du Président Bush.

Nous appelons les décideurs politiques et le grand public à se mêler au débat. En effet, si l'OTAN devient une alliance militaire mondiale, une pacification des relations internationales restera plus que jamais une illusion. Et affirmer que "la menace s'étend à l'échelle mondiale..." pourrait se révéler bien plus qu'une prophétie.

Fabien Rondal

Hans Lammerant

Post-scriptum :

Les auteurs sont collaborateurs de l'asbl Bomspotting et du Forum voor Vredesactie